

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**du Groupement d'Employeurs des SEM et SPL
de la Ville de Nanterre - « GESSNA »**

**Siège Social : Hôtel de Ville - 88/118 rue du 8 Mai 1945 - 92000 Nanterre
Siège Administratif : 13 rue du Vieux Pont - CS 30005 - 92023 Nanterre Cedex
RNA Nanterre W 922 015 980 ♦ SIREN 844 095 588**

Lundi 15 juin 2026

PROCES-VERBAL

Le 15 juin 2026, à 14 h 00,

Les membres de l'association Groupement d'Employeurs des SEM et SPL de la Ville de Nanterre - GESSNA se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire au siège de l'association, à l'Hôtel de Ville de Nanterre, sous la présidence de Madame Hélène CLEDAT-VAGNE, sur convocation qui leur a été faite par lettre simple.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre en entrant en séance :

- Madame Caroline BARDOT, représentant la Société d'Economie Mixte d'Aménagement et de Gestion de la Ville de Nanterre « SEMNA »,
- Madame CLEDAT-VAGNE Hélène, représentant la Société Publique Locale de la Ville de Nanterre « SPLNA ».

La présidence de la séance est assurée Madame Hélène CLEDAT-VAGNE, Présidente de l'Association.

Le Cabinet AFI AUDIT, commissaire aux comptes de l'Association est présent.

L'ensemble des adhérents était présent, l'Assemblée a donc pu valablement délibérer, conformément à l'article 9 des statuts.

Madame la Présidente rappelle que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du rapport de gestion,
2. Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2025,
3. Approbation des comptes et opérations de l'exercice 2025,
4. Quitus au Commissaire aux comptes,
5. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales de dépôt.

La Présidente rappelle que l'ensemble des documents a été adressé à chacun des membres en accompagnement des convocations.

1 – Approbation du rapport de gestion

Madame la Présidente demande aux membres de l'association d'approuver le rapport de gestion et de donner acte à la Présidente de sa communication.

Après avoir entendu lecture du rapport de gestion, il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de donner acte à la Présidente de sa communication et d'approuver ce rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2 – Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2025

Après avoir entendu lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de donner acte à la Présidente de sa communication et d'approuver le rapport du commissaire aux comptes pour l'année 2025.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3 – Approbation des comptes et opérations de l'exercice 2025

Après avoir rappelé que le bilan, le compte de résultat et les annexes ont été transmis préalablement, il est donné lecture des comptes de l'exercice 2025 (bilan, compte de résultat et annexes), et il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire d'approuver les comptes dudit exercice. Le GESSNA n'ayant pas vocation à faire des bénéfices, les comptes font apparaître des fonds propres à 0 € y compris un résultat de 0 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

4 – Quitus au Commissaire aux comptes

Il est proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de donner quitus au commissaire aux comptes de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

5 - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales et de dépôt

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales et notamment de dépôt.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, il est décidé de lever la séance.

De tout ceci, il a été dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit.

Le 15 juin 2026


Hélène CLEDAT-VAGNE
Présidente



GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES SEM ET SPL
DE LA VILLE DE NANTERRE
ASSOCIATION LOI 1901

Siège social : Hôtel de Ville 88/118, rue du 8 Mai 1945 - 92000 NANTERRE
Bureaux : 13, rue du Vieux Pont – CS30005 - 92023 NANTERRE CEDEX
SIREN 844 095 588 – CODE APE 7830 Z

ASSEMBLEE GENERALE DU 23 JUIN 2025

**RAPPORT DE GESTION
SUR L'ACTIVITE DU GESSNA AU TITRE DE L'EXERCICE 2024**

Mesdames et Messieurs les membres de l'Assemblée générale,

Conformément aux dispositions des statuts du GESSNA signés le 10 octobre 2018, l'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an pour approuver le rapport d'activité et les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Le présent rapport de gestion reprend ces deux sujets soumis au vote des membres de l'Assemblée générale.

I - VIE DE L'ASSOCIATION

1.1. CONSTITUTION

Le Groupement créé le 19 novembre 2018 à l'initiative de ses sociétés adhérentes, la SEMNA, société d'économie mixte de la ville de Nanterre, et la SPLNA, société publique locale de la ville de Nanterre, a pour dénomination « Groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre - GESSNA ».

Le Groupement, créé sous forme d'association, est notamment régi par la loi du 1er juillet 1901, le décret du 16 août 1901, la loi du 25 juillet 1985, le décret du 13 mars 1986 et la loi du 1er août 2005.

Conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985, le Groupement a pour objet la mise à disposition de ses adhérents d'un ou plusieurs salariés, liés au Groupement par un contrat de travail.

Il peut également apporter aux adhérents son aide ou ses conseils en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines.

Le Groupement effectue des opérations à but non lucratif.

Au cours de cet exercice, l'Assemblée générale du GESSNA ne s'est pas réunie.

1.2. LA POLITIQUE SOCIALE

1.2.1. LES EFFECTIFS

L'effectif moyen en équivalent temps plein de la SEMNA est de 54.91 pour 2024 contre 55.41 en 2023

Entrées en 2024 :

14/10/2024	aide comptable
08/04/2024	aide comptable
09/09/2024	apprenti secteur aménagement
20/09/2024	caissier-ouvreur
06/11/2024	technicien de maintenance
04/11/2024	péager
24/09/2024	péager
03/06/2024	péager

Sorties en 2024 :

30/06/2024	comptable
04/10/2024	aide comptable
14/09/2024	caissier-ouvreur
31/05/2024	péager
03/07/2024	péager
31/12/2024	péager
13/06/2024	assistante
30/09/2024	stagiaire aménagement

Le GESSNA met à disposition de la SEMNA et de la SPLNA ses salariés, en fonction des besoins exprimés et conformément aux conventions de mise à disposition conclues.

Les frais de personnel et de gestion du GESSNA sont pris en charge par ses sociétés adhérentes.

Les personnels mis à disposition jouissent des mesures de gestion de ressources humaines, dont la formation professionnelle, l'évaluation (entretiens individuels et professionnels), la politique salariale et le droit d'expression et d'information et la représentativité (CSE), mises en œuvre au sein du GESSNA, en application du système de management développé au sein de la SEMNA.

1.2.2. LA POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

- **La formation professionnelle**

Un plan de formation a été signé entre la Direction du GESSNA et les délégués du personnel début 2023 pour les années 2023 et 2024.

L'ambition du GESSNA, telle que rappelée dans ce plan de formation, établi conformément aux attentes et besoins de la SEMNA et de la SPLNA, est de favoriser l'insertion professionnelle, le développement des compétences, contribuer au développement économique et culturel et à la promotion sociale.

Le plan de formation 2023/2024 propose ainsi de développer ou de renouveler les actions entreprises visant à :

- L'adaptation au poste de travail ou l'évolution ou le maintien dans l'emploi
- Le développement des compétences.

Le plan de formation propose également d'engager 3 actions spécifiques transversales :

- Secourisme / prévention incendie
- Sensibilisation Qualité Environnement
- Echanges/Découvertes d'expériences

Le plan de formation dispose de moyens importants : l'objectif est de 1 400 heures de formation sur 2 ans et d'un budget dépassant le minimum légal.

Cet objectif a été dépassé les 2 années, avec, en 2023, 762 heures de formation bénéficiant à 47 des 56 salariés du GESSNA pour un budget de 20 575€ et, en 2024, 748 heures de formation bénéficiant à 35 salariés, pour un budget de 20236€.

Au total sur les deux années, 50 salariés ont bénéficié d'actions de formation, pour un total de 1510 heures.

- **Conditions de travail**

Les conditions de travail sur l'ensemble des sites gérés par le GESSNA sont bonnes. Nous menons une politique de modernisation régulière des matériels et des locaux.

Aucun évènement notable n'est à souligner en 2024.

- Les entretiens individuels et professionnels

L'usage des entretiens individuels annuels est désormais bien établi et demeure un moment privilégié pour évaluer et connaître les attentes des collaborateurs, réaffirmer les objectifs et envisager les nouveaux moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

Les entretiens annuels et professionnels ont été tenus 2023/début 2024. Fin 2024, un nouveau cycle d'entretien annuel a été engagé.

- Le droit d'expression et d'information des salariés

Des réunions régulières du Comité sociale et économique (CSE) du GESSNA permettent d'informer les représentants des salariés des actions, des résultats et des projets des entreprises adhérentes, la SEMNA et la SPLNA. Les délégués font également part des demandes ou des souhaits des salariés.

Les réunions formelles du CSE ont été tenues.

Les délégués gèrent le fond pour les activités sociales et culturelles du CSE (21 199 € versés en 2024) et organisent des sorties, visites et spectacles permettant de rassembler le personnel autour de manifestations festives. Le Comité d'entreprise a bénéficié également d'une subvention de fonctionnement de 4 239 € en 2024.

- La politique salariale – intéressement et participation

La politique salariale menée au sein du GESSNA en 2024 présente les mêmes caractéristiques qu'antérieurement : elle est liée au progrès de l'entreprise et à l'implication des salariés.

Du fait de la garantie d'évolution inscrite dans l'accord collectif (+1% l'an pendant 15 ans et +0,5% pendant les 5 années suivantes), la masse salariale progresse au minimum de près de 1% par an à effectif constant.

En décembre 2023, le comité des rémunérations a approuvé les dispositions suivantes :

- Pas d'augmentation collective,
- Prime de partage de la valeur de 800€ pour les salariés dont le salaire est inférieur à 1.4 fois le SMIC et 500€ pour les salariés dont le salaire est supérieur à ce seuil (conditions de la prime de partage de la valeur : 3 mois d'ancienneté minimum, proratisation en fonction de la durée de travail prévue au contrat de travail (minoration de la prime pour les temps partiels) et 3 mois de présence effective),
- Enveloppe pour augmentations individuelles ciblées et primes portée à 20 K€ brut annuel,
- Suppression de la limite de 5 années pour bénéficier de la garantie d'évolution, les salariés de plus de 20 ans d'ancienneté disposant désormais d'une garantie d'évolution de 0.5%.

Les salariés ont en outre bénéficié en 2024 du versement de l'intéressement lié aux résultats de la SEMNA, constatés en 2023, pour un montant de 25 090€ (207 359€ au total) Pour mémoire, l'intéressement est conditionné d'une part, au maintien de la double certification ISO 9001 et 14001 qualité et environnement, et d'autre part, à un résultat courant avant impôt dégagé tant par la SPLNA que par la SEMNA, positif.

Enfin, la valeur faciale du ticket restaurant n'a pas été modifiée, à 10.80€.

- **Les accords d'entreprise et d'association**

Les salariés mis à disposition de la SEMNA sont tous affiliés à la convention collective nationale dite SYNTEC et bénéficient de plusieurs accords d'entreprise et d'association :

- L'accord sur la réduction du temps de travail, antérieur à la création du GESSNA, qui continue à s'appliquer au personnel du GESSNA à titre d'usage, dans l'attente d'une modification apportée par le GESSNA.
- L'accord d'association
- L'accord sur le télétravail
- L'accord relatif à la déconnexion
- L'accord d'intéressement
- L'accord de participation.

1.3. REFACTURATION DES CHARGES PAR LE GESSNA

Depuis la création du Groupement d'employeurs GESSNA, dont les deux membres sont la SEMNA et la SPLNA, celui-ci engage deux types de dépenses :

- Les charges de personnel (salaires, intéressement, cotisations...).
- Les frais directement rattachés aux salariés (formation, logiciel de paye, biens confiés en avantages en nature, tels que véhicules de fonction, carburant, frais de déplacement,) et liés à la structure créée (frais d'acte, conseil juridique, commissariat aux comptes, logiciel comptable, ...).

Ces charges sont refacturées par le groupement à l'euro aux sociétés membres. C'est pourquoi, des règles de ventilation doivent être arrêtées strictement et inscrites dans les conventions de mise à disposition de moyens signées entre le groupement et chacun de ses membres.

Cette répartition fait l'objet d'un bilan définitif, avec fixation des coûts à l'euro, lors de la clôture des exercices annuels des trois entités, avec information des différents organes délibérants.

Les conseils d'administration de la SEMNA et de la SPLNA ont en conséquence autorisé la signature d'une convention de mise à disposition de personnel entre la SEMNA et le groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre « GESSNA ».

Les clés retenues en 2024 par les conseils d'administration des deux structures adhérentes du GE, pour l'année 2025, sont les suivantes :

Clés directes des personnels opérationnels :

La clé « masse salariale » est mise en place en vue de répartir les charges de personnels et les frais de structure supportés par le GESSNA entre la SEMNA et la SPLNA.

Les clés retenues sont les suivantes :

- Clés directes des personnels opérationnels :

La répartition des coûts des personnels opérationnels regroupés par activité a été déterminée comme suit en fonction des profils et de leurs activités.

Activités	Effectif concerné	Commentaires	Clé proposée
Directeur(-trice) aménagement exploitation	2	Les contrats sont répartis entre les deux sociétés.	Feuille de temps
Assistant(e)s aménagement exploitation	2	Les contrats sont répartis entre les deux sociétés.	Feuille de temps
Aménagement	8	Les contrats sont répartis entre les deux sociétés.	Feuille de temps
Maintenance	2	Les interventions peuvent concerner plusieurs activités.	Feuille de temps
Chevreul	2	Les personnels sont dédiés à ce contrat	100%
Cinéma	12	Les personnels sont dédiés à la DSP.	100%
Nettoyage	5	Les interventions peuvent concerner plusieurs activités.	Planning-type
Stationnement	17	Les personnels sont dédiés à la DSP ou aux autres types de contrats.	Poids du parking calculé en fonction des critères de fréquentation, de vétusté du parking, de l'état du bâti, de la sinistralité et des dossier sensibles traités, avec retraitement pour ceux affectés exclusivement à Serpent. Une partie des heures pourra, le cas échéant, être affecté aux équipements gérés par la SPLNA intégrés, le cas échéant, et pour une durée courte, au planning de rondes

Cas particuliers : auditeurs qualité et représentants du personnel.

- Clé indirecte des personnels fonctionnels :

Cette catégorie recouvre le directeur administratif et financier, son assistante et le service comptable.

La clé relative au chiffre d'affaires de deux sociétés a été retenue au détriment de la clé relative au temps directs des opérationnels, pour des raisons liées aux spécificités des actions menés par le personnel en cause et à la mise en place plus aisée de la clé ainsi définie.

1.4. REPARTITION ENTRE LA SEMNA ET LA SPLNA DES CHARGES LIEES AU SIEGE ET AUX FRAIS GENERAUX

Les rubriques « immobilier » et « frais commun » ont été mises en place dans le logiciel comptable en vue de répartir les frais liés au siège de la société et les frais généraux propres au fonctionnement des deux structures.
Les clés retenues sont les suivantes :

1.4.1. FRAIS LIES AU FONCTIONNEMENT DU SIEGE SIS 13 RUE DU VIEUX PONT A NANTERRE (92000)

Cette section analytique regroupe les frais liés au bâtiment loué, contractualisés dans le cadre d'un bail de sous-location conclu entre la SEMNA et la SPLNA.

Le loyer répercuté couvre une mise à disposition des locaux « tout équipée », en ce compris l'assurance, les taxes diverses, l'entretien, le petit matériel, le nettoyage et autres charges....

La clé retenue est celle des « personnels du siège », c'est-à-dire l'ensemble des salariés dont l'activité est essentiellement réalisée dans l'immeuble en cause.

Suivant l'arrêté des comptes 2024, la répartition est opérée, de manière prévisionnelle, pour l'exercice 2025, comme suit :

69% à la charge de la SEMNA et 31% à la charge de la SPLNA.

Le montant total estimatif fixé dans le bail sera lissé sur 12 mois et fera l'objet d'un loyer trimestriel facturé par la SEMNA à la SPLNA. Les montants seront définitifs au moment de l'arrêté des comptes 2025 et feront l'objet d'une actualisation, ceci afin d'assurer une refacturation « à l'€ ».

1.4.2. FRAIS GENERAUX

Cette section analytique regroupe deux types de dépenses : flotte automobile (liée à l'activité des sociétés) et frais communs dits de « vie collective » mais non transférables au GESSNA (logiciels communs, déplacement, réceptions, ...). La clé retenue est celle du chiffre d'affaires, soit, pour 2024, une répartition de 69% pour la SEMNA et de 31% pour la SPLNA.

Les conseils d'administration de la SEMNA et de la SPLNA ont en conséquence autorisé la signature d'un contrat de sous-location d'un local équipé entre la SEMNA et la SPLNA et d'une convention de refacturation de dépenses de fonctionnement entre la SEMNA et la SPLNA sur les frais communs.

1.5. LA PROFESIONNALISATION

Nos certifications ISO 9001 et ISO 14001 ont été reconduites pour un cycle de 3 ans en 2023, et ont fait l'objet d'un audit de suivi n°1 réalisé par Bureau Veritas, en mars 2024 et d'un audit de suivi n°2 en mars 2025.

L'organisme certificateur n'a relevé aucune réserve ni non-conformité majeure.

Dans son rapport d'audit, l'intervenant a ainsi pu confirmer la conformité de nos procédures et réaffirmer son efficacité.

Cette confirmation constitue une reconnaissance de l'engagement de la Direction et de l'ensemble des salariés dans la démarche qualité et environnement. Notre corpus de procédures est vivant et régulièrement évalué et amélioré.

II – L'EXAMEN DES COMPTES

Les comptes ont été arrêtés au 31 décembre 2024 sous le contrôle d'un commissaire aux comptes : le cabinet d'expertise comptable AFI AUDIT.

ANALYSE DU BILAN

Le **BILAN 2024** s'équilibre à 633 902€ en 2024 contre 4 298 641€ en 2023

En 2023, le solde des refacturations SEMNA et SPLNA passaient à l'actif du bilan (4.160M€) et les acomptes annuels passaient au passif 3,125M€) : le total du bilan était gonflé de façon artificielle

En 2024, la méthode comptable a été modifiée : les acomptes mensuels font l'objet de factures et ne restent plus en solde que les régularisations finales.

A l'actif du bilan

- L'« **actif immobilisé** » les frais d'établissement engagés sont totalement amortis.
- Les « **créances** » s'élèvent à 482K€ en 2024 contre 4 159K€. Il s'agit du solde des refacturations SEMNA et SPLNA
- Les **disponibilités** s'élèvent à 182k€ en 2024 contre 140ke en 2023

Au passif du bilan

- Les « **dettes fournisseurs** » s'élèvent à 21k€ en 2024 contre 27 K€ en 2023
- Les « **dettes fiscales et sociales** » à 612K€ en 2024 contre 1 145 K€ en 2023

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

- PRODUITS 2024

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 3 321 K€ en 2024 contre 3 444 K€ en 2023 et concerne les produits liés à la mise à disposition de son personnel à la SEMNA et à la SPLNA.

Les autres produits : 47K€ en 2024 contre 13k€ en 2023, ils correspondent à des remboursements divers (dont des aides à la formation) et à des produits financiers (rémunération du compte courant pour 16k€).

- CHARGES 2024

Les charges s'élèvent à 3 368K€ en 2024 contre 3 457 K€ en 2023.

- Les « **autres achats et charges externes** » s'élèvent à 69 K€ en 2024 contre 59K€ en 2023 et concernent les charges suivantes :
 - ✓ Honoraires (commissariat aux comptes),
 - ✓ Maintenance informatique (logiciel de paye),
 - ✓ Frais de recrutement,
 - ✓ Assurances,

- Les **impôts et taxes** 79k€ en 2024 contre 71K€ en 2023, ils contiennent, pour l'essentiel, les taxes sociales (taxe d'apprentissage, formation, effort construction...) supportées par le GESSNA.
- La **masse salariale (directe et indirecte – cf ci-avant)** s'élève à 3 220 K€ en 2024 contre 3 318K€ en 2023, entièrement prise en charge par la SEMNA et la SPLNA.

ANALYSE DES RESULTATS

Le GESSNA n'a pas vocation à faire des bénéfices.

Comptes annuels

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

GESSNA

13 Rue du Vieux Pont
92000 NANTERRE

Siret : 84409558800019

**forv/s
mazars**

MAZARS

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau
de l'ordre des experts comptables
61 Rue Henri Regnault

92075 PARIS LA DEFENSE

Tél :

Fax :

Courriel :

Web : www.mazars.fr

Sommaire

Etats de synthèse	3
Bilan Actif	4
Bilan Passif	5
Compte de résultat	6
Compte de résultat (suite)	7
Annexe	9
Annexe littéraire	10
Notes sur le bilan	12
Notes sur le compte de résultat	17
Autres informations	18
Etats détaillés	19
Bilan détaillé	20
Compte de résultat détaillé	22

Etats de synthèse

Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	41 480	41 480		
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaire				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	41 480	41 480		
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	440 319		440 319	
Autres créances	41 672		41 672	4 158 836
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	151 849		151 849	139 805
Charges constatées d'avance (3)	62		62	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	633 902		633 902	4 298 641
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	675 382	41 480	633 902	4 298 641
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 428	27 408
Dettes fiscales et sociales	612 474	1 145 414
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		3 125 820
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	633 902	4 298 641
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	633 902	4 298 641
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	633 902	4 298 641
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	3 321 002	3 444 222
Chiffre d'affaires net	3 321 002	3 444 222
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	7 000	2 500
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	18 629	4 750
Autres produits	5 234	5 484
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 351 865	3 456 956
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	69 109	59 033
Impôts, taxes et versements assimilés	78 746	71 419
Salaires et traitements	2 129 244	2 136 650
Charges sociales	1 090 768	1 181 281
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements		8 296
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	486	277
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 368 352	3 456 956
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-16 488	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	16 488	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	16 488	
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)		
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	16 488	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		

Compte de résultat (suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	3 368 352	3 456 956
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 368 352	3 456 956
BENEFICE OU PERTE		
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



Annexe

Annexe littéraire

1. Présentation synthétique de GESSNA

La Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de la Ville de Nanterre (SEMNA) et la Société publique locale de la Ville de NANTERRE (SPLNA) ont décidé de mutualiser leurs ressources humaines afin de répondre à leurs besoins de fonctionnement et d'organisation

Ainsi, par procès-verbaux du 25 juin 2018, leurs Conseils d'administration ont autorisé la création d'un Groupement d'employeurs sous forme d'association, régi par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ayant pour dénomination « **Groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre - GESSNA** ».

GESSNA a été inscrite à l'INSEE le 19 novembre 2018.

L'article 3 des statuts prévoit que l'objet social de GESSNA est :

« Le Groupement a pour objet la mise à disposition de ses adhérents d'un ou plusieurs salariés, liés au Groupement par un contrat de travail.

Il peut également apporter aux adhérents son aide ou ses conseils en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines ».

Dans ces conditions, les contrats de travail des salariés de la SPLNA et la SEMNA ont été transférés conventionnellement au Groupement d'employeurs à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'exercice 2024 a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

2. FAITS MARQUANTS

Néant

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Annexe littéraire

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

❖ Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations corporelles	Mode	Durée d'utilisation
Frais de constitution	L	5 ans

3.2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par une provision lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3. Engagement retraite

Le montant des droits de chaque collaborateur a été estimé selon les règles de l'accord d'entreprise de la GESSNA et simulé en fonction des éléments suivants :

- Rotation estimée de l'entreprise
- Probabilité d'espérance de vie
- Taux moyen d'augmentation des salaires
- Taux d'actualisation

Le montant de l'engagement IFC, valorisé auprès de BNP Cardif s'élève à 350 045 € au 31/12/2024.

3.4. Autres informations

- **Honoraires du Commissaire aux comptes (décret n° 2008-1487)**

Sur 2024, le montant des honoraires du cabinet AFI AUDIT, compris dans les charges de l'exercice, est de 5 728 € HT.

3.5. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	41 480			41 480
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	41 480			41 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	41 480			41 480

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

	Valeurs nettes	Taux (en %)
Frais de constitution		20,00
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital		
Total		

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	41 480			41 480
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	41 480			41 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	41 480			41 480

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 482 053 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif circulant :	482 053	482 053	
Créances Clients et Comptes rattachés	440 319	440 319	
Autres	41 672	41 672	
Charges constatées d'avance	62	62	
Total	482 053	482 053	

Produits à recevoir

	Montant
CHARGES SOCIALE PRODUITS A RECEVOIR	1 684
ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	33 719
BANQUES PRODUITS A RECEVOIR	3 962
Total	39 365

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 0,00 euros décomposé en 0 titres d'une valeur nominale de 0,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice		
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice		

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 633 902 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 428	21 428		
Dettes fiscales et sociales	612 474	612 474		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	633 902	633 902		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	11 918
PERSONNEL - PROVISION CONGES PAYES	193 499
CHARGES A PAYER - CONGES PAYES	79 686
CHARGES A PAYER - CHARGES SOCIALES	25 850
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	4 208
Total	315 161

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	62		
Total	62		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Mise à disposition du personnel	3 321 002
TOTAL	3 321 002

Répartition par marché géographique

	31/12/2024
France	3 321 002
TOTAL	3 321 002

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 53 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	19	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	34	
Ouvriers		
Total	53	

Etats détaillés

Bilan détaillé

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
201100 – FRAIS DE CONSTITUTION	41 480,00		41 480,00	41 480,00
280100 – AMORTIS. FRAIS ETABLISSEME		41 480,00	-41 480,00	-41 480,00
Frais d'établissement	41 480,00	41 480,00		
Immobilisations incorporelles	41 480,00	41 480,00		
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	41 480,00	41 480,00		
Stocks				
411100 – CLIENTS NON COLLECTIF	440 319,42		440 319,42	
Clients et comptes rattachés	440 319,42		440 319,42	
421000 – PERSONNEL REMUNERATIONS C	336,06		336,06	
425100 – PERSONNEL AVANCES ET ACOM	2 400,00		2 400,00	
438700 – CHARGES SOCIALE PRODUITS A	1 684,33		1 684,33	1,66
Personnel	4 420,39		4 420,39	1,66
445670 – CREDIT DE TVA A REPORTER				19 565,57
445850 – TVA NON ENCORE RECUPERABL	1 745,00		1 745,00	2 255,28
445860 – TVA SUR FACTURES NON PARV	1 787,48		1 787,48	2 661,03
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	3 532,48		3 532,48	24 481,88
448700 – ETAT – PRODUITS A RECEVOIR	33 719,13		33 719,13	
467680 – DEBITEURS DIVERS				4 134 352,79
Autres créances	33 719,13		33 719,13	4 134 352,79
Créances	481 991,42		481 991,42	4 158 836,33
512800 – CAISSE D'EPARGNE GESSNA	138 501,77		138 501,77	115 580,58
518700 – BANQUES PRODUITS A RECEVOI	3 961,95		3 961,95	
542000 – TICKETS RESTAURANTS	9 385,20		9 385,20	24 224,40
Disponibilités	151 848,92		151 848,92	139 804,98
Trésorerie	151 848,92		151 848,92	139 804,98
486000 – CHARGES CONSTATEES D AVAN	61,94		61,94	
Charges constatées d'avance	61,94		61,94	
ACTIF CIRCULANT	633 902,28		633 902,28	4 298 641,31
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	675 382,28	41 480,00	633 902,28	4 298 641,31

Bilan détaillé

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
Résultat de l'exercice		
CAPITAUX PROPRES		
AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
401100 – FOURNISSEURS NON COLLECTIF	9 510,00	13 528,26
408100 – FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	11 918,24	13 879,48
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 428,24	27 407,74
421000 – PERSONNEL REMUNERATIONS COLLECTIF		164,06
422000 – CSE	3 091,72	2 747,63
423100 – PERSONNEL– NOTE DE FRAIS		55,67
427100 – PERSONNEL OPPOSITIONS		498,93
428200 – PERSONNEL – PROVISION CONGES PAYES	193 498,90	216 943,71
431000 – CAISSE URSSAF	85 343,46	68 285,00
437100 – MUTUELLES &PREVOYANVES IPSEC	36 645,00	33 040,63
437200 – CAISSE MUTUELLE ET PREVOYANCE	23 048,39	18 667,52
438200 – CHARGES A PAYER – CONGES PAYES	79 685,98	89 920,35
438600 – CHARGES A PAYER – CHARGES SOCIALES	25 850,21	17 250,74
442100 – PRELEVEMENT A LA SOURCE	8 040,29	7 376,00
445510 – TVA A DECAISSER	82 213,00	
445810 – HISTORIQUE TVA COLLECTEE NON EXIGIB	68 367,09	
445870 – TVA SUR FACTURES A ETABLIR		688 724,33
447100 – CVAE	2 482,00	
448600 – ETAT – AUTRES CHARGES A PAYER	4 208,00	1 739,00
Dettes fiscales et sociales	612 474,04	1 145 413,57
Dividendes à payer		
467780 – CREDITEURS DIVERS		3 125 820,00
Autres dettes		3 125 820,00
DETTES	633 902,28	4 298 641,31
TOTAL PASSIF	633 902,28	4 298 641,31

Compte de résultat détaillé

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Total ventes de marchandises				
708400 – PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	3 321 002,21	3 443 621,66	-122 619,45	-3,56
708800 – AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES		600,00	-600,00	-100,00
Prestation services France	3 321 002,21	3 444 221,66	-123 219,45	-3,58
Total production	3 321 002,21	3 444 221,66	-123 219,45	-3,58
740000 – SUBVENTIONS EXPLOITATION	7 000,00	2 500,00	4 500,00	180,00
Subventions d'exploitation	7 000,00	2 500,00	4 500,00	180,00
791200 – TRANSFERT DE CHARGES D'EXP	11 449,55		11 449,55	
791400 – TRANSFERTS DE CH.AFFECTANT	7 179,32	4 750,32	2 429,00	51,13
Transferts de charges	18 628,87	4 750,32	13 878,55	292,16
758000 – PRODUITS DIVERS GESTION CO	5 233,74	5 483,65	-249,91	-4,56
Autres produits	5 233,74	5 483,65	-249,91	-4,56
Produits d'exploitation	3 351 864,82	3 456 955,63	-105 090,81	-3,04
606100 – EAU, GAZ, EDF		275,04	-275,04	-100,00
606300 – PETIT MATERIEL (<500€ HT UNIT	563,86	58,24	505,62	868,17
606400 – FOURNITURES ADMINISTRATIV	15,00		15,00	
606800 – AUTRES MATIERES ET FOURNIT	7 550,22	10 423,96	-2 873,74	-27,57
611000 – SOUS-TRAITANCE GALE (HORS	413,92	187,18	226,74	121,13
615600 – MAINTENANCE	2 238,06	7 216,00	-4 977,94	-68,98
616100 – MULTIRISQUES	2 121,29	2 079,29	42,00	2,02
618500 – FRAIS DE COLLOQUE SEMINAIR		20,00	-20,00	-100,00
621100 – PERSONNEL INTERIMAIRE	17 852,04		17 852,04	
622100 – COMMISSIONS ET COURTAGE S	122,00	167,00	-45,00	-26,95
622600 – HONORAIRES	23 963,42	22 935,79	1 027,63	4,48
622700 – FRAIS ACTES ET CONTENTIEUX		6,59	-6,59	-100,00
623800 – DONS ORG. INT.GENERAL (ART.2		769,67	-769,67	-100,00
625100 – VOYAGES ET DEPLACEMENTS	1 045,19	551,48	493,71	89,52
625600 – MISSIONS	135,52	399,52	-264,00	-66,08
625700 – RECEPTIONS	1 528,48	1 325,89	202,59	15,28
627800 – AUTRES FRAIS ET COMMISIONS	1 309,62	2 076,86	-767,24	-36,94
628400 – FRAIS DE RECRUTEMENT DE PE	10 250,00	10 540,00	-290,00	-2,75
Autres achats & charges externes	69 108,62	59 032,51	10 076,11	17,07
631200 – TAXE D'APPRENTISSAGE	12 486,35	13 809,09	-1 322,74	-9,58
633300 – PARTICIPATION FORMATION PR	24 051,47	22 497,49	1 553,98	6,91
633310 – PARTICIPATION FORMATION PR	18 067,60	20 384,32	-2 316,72	-11,37
633400 – PARTICIPATION A L'EFFORT DE	9 521,37	9 140,59	380,78	4,17
633800 – AUTRES taxes sur les salaires	7 929,68	3 848,84	4 080,84	106,03
635110 – CONTRIBUTION ECONOMIQUE T	6 690,00	1 739,00	4 951,00	284,70
Impôts, taxes et vers. assim.	78 746,47	71 419,33	7 327,14	10,26
641100 – SALAIRES BRUTS (SALARIES)	1 836 071,20	1 817 806,74	18 264,46	1,00
641200 – PROVISION CONGES PAYES	18 201,86	29 962,63	-11 760,77	-39,25
641220 – CONGES PAYES PROVISIONS	-23 444,81	55 733,71	-79 178,52	-142,07
641300 – PRIMES ET GRATIFICATIONS	260 725,71	227 361,98	33 363,73	14,67
641310 – BG 2024	32 721,24		32 721,24	
641400 – INDEMNITES ET AVANTAGES DI		1 034,12	-1 034,12	-100,00
641700 – AVANTAGES EN NATURE	4 968,30	4 750,32	217,98	4,59
Salaires et Traitements	2 129 243,50	2 136 649,50	-7 406,00	-0,35
Charges sociales	1 090 767,80	1 181 281,16	-90 513,36	-7,66
681110 – IMMOBILISATIONS INCORPOREL		8 296,00	-8 296,00	-100,00
Amortissements et provisions		8 296,00	-8 296,00	-100,00
658000 – CHARGES DIVERSES GESTION C	486,03	277,13	208,90	75,38

Compte de résultat détaillé

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Autres charges	486,03	277,13	208,90	75,38
Charges d'exploitation	3 368 352,42	3 456 955,63	-88 603,21	-2,56
RESULTAT D'EXPLOITATION	-16 487,60		-16 487,60	
768800 – BG 2024	16 487,60		16 487,60	
Produits financiers	16 487,60		16 487,60	
Résultat financier	16 487,60		16 487,60	
RESULTAT COURANT				
Résultat exceptionnel				
RESULTAT DE L'EXERCICE				

GESSNA

Association loi 1901
R.C.S. : Nanterre 844 095 588

Hôtel de Ville
88/118 rue du 8 mai 1945
92000 NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels **Exercice clos le 31 décembre 2025**

GESSNA

Hôtel de Ville

88/118 rue du 8 mai 1945

92000 NANTERRE

Aux membres du GESSNA,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la GESSNA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe, et plus particulièrement sur le paragraphe relatif au changement de méthode comptable résultant d'un changement de réglementation. Cette note expose les conséquences de la première application, à compter du 1^{er} janvier 2025, du règlement ANC n° 2022-06, notamment la redéfinition du résultat exceptionnel ainsi que les reclassements opérés sur les données comparatives de l'exercice précédent afin de les rendre conformes aux nouveaux modèles de présentation.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Présidente.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois-Perret, le <date de signature électronique>

AFI AUDIT

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Versailles et du Centre

Jérôme REBISCOUL
Associé

Comptes annuels

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

GESSNA

13 Rue du Vieux Pont
92000 NANTERRE

Siret : 84409558800019

**forvis
mazars**

FORVIS MAZARS

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau
de l'ordre des experts comptables
45 rue Kléber

92300 LEVALLOIS-PERRET

Tél :

Fax :

Courriel :

Web : www.forvismazars.com



Etats de synthèse

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement (II)	41 480	41 480		
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Install. techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immob. de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total actif immobilisé (III)				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production				
Produits finis				
Marchandises				
Avances / acomptes versés sur cdes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	573 576		573 576	440 319
Autres créances	442 561		442 561	41 672
Charges constatées d'avance	7 290		7 290	62
Capital souscrit appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons				
Disponibilités	135 072		135 072	151 849
Total actif circulant (IV)	1 158 499		1 158 499	633 902
Frais d'émission des emprunts (V)				
Prime de rembours. des emprunts (VI)				
Ecarts conversion / diff. d'évaluation (VII)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI+VII)	1 199 979	41 480	1 158 499	633 902

Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Capital (dont versé ...)		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total capitaux propres (I)		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total autres fonds propres (I bis)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total des provisions (II)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 237	21 428
Personnel	218 433	196 591
Organismes sociaux	247 395	250 573
Etat, Impôts sur les bénéfices		
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	272 226	150 580
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	9 447	14 730
Dettes fiscales et sociales	747 500	612 474
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	371 762	
Produits constatés d'avance		
Total des dettes (III)	1 158 499	633 902
Ecarts conversion / diff. d'évaluation (IV)		
TOTAL PASSIF (I+Ibis+II+III+IV)	1 158 499	633 902

Compte de Résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Produits d'exploitation		
Production vendue	3 526 198	3 321 002
Montant net du chiffre d'affaires	3 526 198	3 321 002
Subventions	4 000	7 000
Reprises sur amort., dép. et provisions		18 629
Autres produits	1 316	5 234
Total des produits d'exploitation (I)	3 531 513	3 351 865
Charges d'exploitation		
Autres achats & charges externes	48 261	69 109
Impôts, taxes et vers. assim.	88 079	78 746
Salaires	2 151 441	2 129 244
Cotisations sociales	1 253 442	1 090 768
Dotations aux amort. et aux dépréciations		
Autres charges	534	486
Total des charges d'exploitation (II)	3 541 758	3 368 352
Résultat d'exploitation (I - II)	-10 245	-16 488
Quote-part sur op. faites en commun		
Produits financiers		
Autres intérêts et produits assimilés	10 245	16 488
Total des produits financiers (V)	10 245	16 488
Charges financières		
Total des charges financières (VI)		
Résultat financier (V - VI)	10 245	16 488
Résultat courant (I - II + III - IV + V - VI)		
Résultat exceptionnel (VII - VIII)		
Total des produits (I + III + V + VII)	3 541 758	3 368 352
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	3 541 758	3 368 352
RESULTAT DE L'EXERCICE		



Annexe

1. PRESENTATION SYNTHETIQUE DE GESSNA

La Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion de la Ville de Nanterre (SEMNA) et la Société publique locale de la Ville de NANTERRE (SPLNA) ont décidé de mutualiser leurs ressources humaines afin de répondre à leurs besoins de fonctionnement et d'organisation

Ainsi, par procès-verbaux du 25 juin 2018, leurs Conseils d'administration ont autorisé la création d'un Groupement d'employeurs sous forme d'association, régi par la loi du 1^{er} juillet 1901 et ayant pour dénomination « **Groupement d'employeurs des SEM et SPL de la ville de Nanterre - GESSNA** ».

GESSNA a été inscrite à l'INSEE le 19 novembre 2018.

L'article 3 des statuts prévoit que l'objet social de GESSNA est :

« Le Groupement a pour objet la mise à disposition de ses adhérents d'un ou plusieurs salariés, liés au Groupement par un contrat de travail.

Il peut également apporter aux adhérents son aide ou ses conseils en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines ».

Dans ces conditions, les contrats de travail des salariés de la SPLNA et la SEMNA ont été transférés conventionnellement au Groupement d'employeurs à compter du 1er janvier 2019.

L'exercice 2025 a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1 janvier 2025 au 31 décembre 2025.

2. FAITS MARQUANTS

Néant

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels que le principe de prudence, de continuité d'exploitation et d'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

Les Comptes Annuels sont établis conformément ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Changement de méthode comptable résultant d'un changement de réglementation

L'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et règlements modificatifs. Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois au comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation (reprise sur subventions d'exploitation, etc..) et des charges d'exploitation (indemnités salariales, etc..). Le règlement ANC 2022-06 comporte, en particulier, une redéfinition du « résultat exceptionnel ». Ce dernier comprend dorénavant « les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et des éléments qui y sont inscrits par nature (écritures comptables d'origine purement fiscale, changements de méthode comptable inscrits en résultat et corrections d'erreurs). Par ailleurs, il supprime la technique du transfert de charges. En remplacement, un autre traitement comptable est proposé pour chacun des différents cas dans lesquels le transfert de charges était jusque-là permis et utilisé.

Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à

l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

❖ Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations corporelles	Mode	Durée d'utilisation
Frais de constitution	L	5 ans

3.2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par une provision lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3. Engagement retraite

Le montant des droits de chaque collaborateur a été estimé selon les règles de l'accord d'entreprise de la GESSNA et simulé en fonction des éléments suivants :

- Rotation estimée de l'entreprise
- Probabilité d'espérance de vie
- Taux moyen d'augmentation des salaires
- Taux d'actualisation

Le montant de l'engagement IFC, valorisé auprès de BNP Cardif s'élève à 287 510 € au 31/12/2025.

3.4. Autres informations

Honoraires du Commissaire aux comptes

Sur 2025, le montant des honoraires du cabinet AFI AUDIT, compris dans les charges de l’exercice, est de 5 871 € HT.

Honoraires des commissaires aux comptes		
	Commissaires aux comptes 1	Commissaires aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	5 871,00 €	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes		
Total	5 871,00 €	- €

3.5. Evènements postérieurs à la clôture

Les opérations militaires débutées le 28 février 2026 en Iran provoquent une instabilité sur l’économie mondiale. Ces événements induits pourraient avoir un impact général sur les marchés et donc un impact sur la performance, la valorisation, la volatilité ou la liquidité des actifs.

A ce jour, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et il est difficile d'avoir une visibilité sur les impacts à moyen et long terme, mais ils feront l'objet d'un suivi au regard de l'évolution de la situation sur l’année 2026.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	41 480			41 480
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	41 480			41 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	41 480			41 480

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement

	Valeurs nettes	Taux (en %)
Frais de constitution		100,00
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital		
Total		

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	41 480			41 480
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	41 480			41 480
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
ACTIF IMMOBILISE	41 480			41 480

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 023 427 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif circulant :	1 023 427	1 023 427	
Créances Clients et Comptes rattachés	573 576	573 576	
Autres	442 561	442 561	
Charges constatées d'avance	7 290	7 290	
Total	1 023 427	1 023 427	

Produits à recevoir

	Montant
RRR ET AVOIRS A RECEVOIR	371 762
Total	371 762

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 158 499 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 237	39 237		
Dettes fiscales et sociales	747 500	747 500		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	371 762	371 762		
Produits constatés d'avance				
Total	1 158 499	1 158 499		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	22 656
PERSONNEL - PROVISION CONGES PAYES	216 454
CHARGES A PAYER - CONGES PAYES	91 592
CHARGES A PAYER - CHARGES SOCIALES	21 299
RRR ET AVOIRS A ACCORDER	371 762
Total	723 764

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2025
Mise à disposition du personnel	3 526 197
TOTAL	3 526 198

Bilan actif certifié 2024

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	41 480	41 480		
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaire				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	41 480	41 480		
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	440 319		440 319	
Autres créances	41 672		41 672	4 158 836
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	151 849		151 849	139 805
Charges constatées d'avance (3)	62		62	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	633 902		633 902	4 298 641
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	675 382	41 480	633 902	4 298 641
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif certifié 2024

	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES		
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 428	27 408
Dettes fiscales et sociales	612 474	1 145 414
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		3 125 820
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	633 902	4 298 641
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	633 902	4 298 641
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	633 902	4 298 641
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat certifié 2024

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	3 321 002	3 444 222
Chiffre d'affaires net	3 321 002	3 444 222
Dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	7 000	2 500
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	18 629	4 750
Autres produits	5 234	5 484
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 351 865	3 456 956
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes (a)	69 109	59 033
Impôts, taxes et versements assimilés	78 746	71 419
Salaires et traitements	2 129 244	2 136 650
Charges sociales	1 090 768	1 181 281
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements		8 296
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	486	277
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 368 352	3 456 956
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-16 488	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	16 488	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	16 488	
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)		
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	16 488	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)		

Compte de résultat certifié 2024

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	3 368 352	3 456 956
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	3 368 352	3 456 956
BENEFICE OU PERTE		
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		